

Les méthodes indirectes d'étude des villes

Exposé de M. Yves MARGUERAT
(séance du 8 janvier 1971)

La première méthode d'étude des villes est l'enquête directe auprès des habitants, utilisable aussi bien en sociologie ou en économie qu'en géographie. Elle exige beaucoup de temps, donc ne convient qu'aux monographies.

La seconde méthode, plus particulière à la géographie, est l'analyse des photos aériennes, permettant les études de quartiers, comparés dans le temps et dans l'espace. Cet aspect, visuel, ignore tout ce qui, précisément, ne se voit pas directement.

Le troisième groupe de méthodes recouvre le reste, c'est-à-dire toutes les données que l'on peut extraire des documents préexistants, quelle que soit leur nature. Mais ici, tout dépend de ce que l'on recherche, du pays où l'on exécute ces travaux et du contexte dans lequel on se trouve. En effet, chaque pays a ses propres ressources documentaires, dépendant de sa législation, de son organisation, de ses orientations. L'accès en est souvent difficile, et présuppose que le chercheur, grâce aux contacts qu'il aura pu établir dans les divers organismes, ait su gagner la confiance et susciter l'intérêt des détenteurs de documents. C'est dire combien ces démarches souffrent d'innombrables aléas: la collecte des sources n'obéit pas à un ordre logique, mais uniquement aux circonstances. Il ne saurait donc y avoir de "méthode" universelle, le chercheur doit être sans relâche à l'affût du document susceptible de l'intéresser, même d'une façon très marginale, car il n'y a rien dont, avec de la patience, on ne puisse extraire quelques données. Par ailleurs, les sources peuvent être imprécises, ou contenir des erreurs qu'il est nécessaire de pouvoir rectifier, grâce à une connaissance personnelle des questions. Ceci nécessite donc :

- 1° de se documenter sur tous les problèmes de la région étudiée, même les plus éloignés de son sujet;
- 2° de partir sur le terrain, de le voir et d'y vivre le plus longtemps possible;
- 3° d'interroger dans toute la mesure du possible ceux qui, sur place, connaissent bien le pays (préfets, missionnaires, commerçants, vieux colons, médecins, etc.). En résumé, on ne fait pas ce que l'on veut, mais ce que l'on peut et le seul conseil méthodologique que l'on puisse donner à un débutant, c'est d'être débrouillard, curieux et obstiné.

Nos propres recherches consistaient en une étude globale des villes du Cameroun (à l'exception de leurs problèmes internes) : relations ville/campagne, réseaux urbains et hiérarchies des villes, polarisation des

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 21954, ex 1

Cote : B

régions, évolution prévisible et actions à prévoir pour une politique d'aménagement du territoire. Cette étude portait sur l'ensemble du territoire camerounais. Notre ignorance du pays nous a contraint à recourir intégralement aux méthodes indirectes.

Les méthodes indirectes permettent de cerner :

I. Les problèmes démographiques.

a) quantitatifs (nombre d'habitants, taux d'urbanisation, taux de croissance);

b) structurels (âge, sexe, professions, revenus);

c) dynamiques (exode rural et zones d'attraction).

Pour cela, nous disposions :

1. des enquêtes démographiques, excellentes pour le point b), bonnes pour a) (mais anciennes), inutiles pour c).

2. des recensements, inutilisables pour les questions b), sans analyse très longue et lourde, mais très bons pour a) et surtout pour c), par l'analyse des contribuables, par exemple, qui isolent statistiquement la quasi-totalité des adultes masculins, ceux dont les déplacements sont véritablement significatifs des attractions urbaines.

3. En l'absence de recensements récents ou crédibles, on peut utiliser les listes électorales, donnant le village d'origine et permettant donc une analyse des migrations à beaucoup plus grande échelle, les dossiers de cartes d'identité (excluant les étrangers), les recensements des campagnes de vaccination, etc.

II. Les problèmes sociaux.

Il s'agit des problèmes "sociaux" qui concernent les activités du secteur tertiaire au service du public. Ce sont les plus simples à traiter, les sources documentaires étant de bonne qualité et généralement d'un accès facile. Ils recouvrent :

a) L'administration générale, qui joue un grand rôle dans la vie quotidienne et un rôle décisif dans la création des villes. Hiérarchies de service, découpage des compétences régionales, nombre des fonctionnaires ainsi que leur rang, etc. Toutes ces données sont centralisées dans quelques ministères.

b) Les autres administrations peuvent aussi présenter d'intéressants systèmes de hiérarchie et de découpage (justice, finance, inspection du travail, organisation ecclésiastique, etc.).

c) Les problèmes scolaires représentent un domaine très riche, sur lequel nous reviendrons.

d) Les problèmes de santé concernent, en plus des questions de hiérarchie urbaine, les relations ville-campagne : l'analyse des villages d'origine des malades hospitalisés ou consultants donne la carte de l'un des plus importants rayonnements urbains.

e) Les P.T.T. ont, en général, des statistiques très soignées. On y

trouve d'excellents indicateurs de hiérarchie (abonnés au téléphone, aux boîtes postales, volume annuel du courrier et des mandats expédiés ou reçus, etc.), et des indicateurs de réseaux plus inégaux (liaisons par télécommunication, analyse des origines et destinations des mandats postaux, mais cela ne représente pas toujours l'essentiel des échanges monétaires).

III. Les problèmes économiques

a) Les problèmes économiques généraux - qui doivent être connus, car ils font partie du contexte d'ensemble - peuvent être analysés, soit par les grosses enquêtes des organismes spécialisés (SEDES, SET-Coop, BCEOM, etc.), soit par les synthèses officielles (Bulletins statistiques, budget, plan et ses documents préparatoires). On peut tenter d'en extraire des indices régionaux de consommation, des variations locales des coûts, des échanges régionaux et internationaux de produits, etc.

b) L'industrie, les banques et le grand commerce ne sont bien connus que des firmes importantes, les autres échappent aux mailles des enquêtes, dossiers, statistiques, annuaires. Ce réseau de leurs succursales et l'évolution de celui-ci est l'un des éléments les plus fondamentaux de toute étude de réseau urbain.

c) Le petit commerce autochtone et les marchés sont beaucoup plus difficiles à saisir sans enquête directe (origine des vendeurs, des produits, des clients, volume des transactions, etc.). Il est rare que les patentes fassent l'objet de statistiques exploitables.

d) La connaissance du niveau de l'emploi est un des buts des études urbaines. Les statistiques officielles (ministère du travail, inspections locales, etc.) sont généralement bonnes pour les grands centres, mais exigent d'être complétées par des enquêtes auprès des employeurs (ce qui permet d'enrichir les résultats de données sur l'origine géographique, le niveau de qualification, la stabilité de la main d'oeuvre). Les employés - généralement familiaux - du secteur artisanal sont systématiquement dissimulés et exigent une enquête directe minutieuse.

IV. Transports et échanges sont les composantes majeures des "relations" ville/campagne et grande ville/petite ville.

a) Trafics aériens et maritimes, aux points d'arrivée bien localisés, sont faciles à analyser. Il y a lieu de se méfier des statistiques des douanes, trop peu détaillées et souvent peu exactes.

b) Les chemins de fer ont des traditions de bonnes statistiques (comptes annuels d'exploitation), mais il faut, pour connaître les directions du trafic, dépouiller dans chaque gare le détail des billets débités et les bordereaux d'expédition des paquets.

c) Le trafic routier est l'élément fondamental. On peut disposer des comptages routiers officiels et des enquêtes officielles pour la densité du trafic. L'étude des dossiers de cartes grises et de licences de transporteur professionnel apporte également des éléments, mais la donnée la plus riche (origine et destination du trafic) exige des sondages directs.

V. Enfin, l'histoire est un apport essentiel. En effet, quand on détermine une relation de cause à effet quelquepart, il y a lieu de s'assurer que l'observation faite actuellement n'est pas en contradiction avec ce qui se passait naguère. En plus des ouvrages d'histoire proprement dits, les documents descriptifs anciens sont un précieux apport : vieilles cartes, journaux officiels, etc. Les ouvrages littéraires ne sont pas à négliger, car ils rendent, de façon incomparable par leur perception intuitive et leur justesse d'expression, l'âme, l'atmosphère d'une région, ce qui est le propre de l'art et qu'il serait vain de chercher dans l'anonyme sécheresse des documents.

P/19.1.1970